

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SIXIÈME SESSION

Documents officiels



Lundi 28 janvier 1952, à 10 h. 30

Palais de Chaillot, Paris

## SOMMAIRE

	Page
Libye : a) Rapport annuel du Commissaire des Nations Unies en Libye (A/1949 et Add.1) ; b) Rapports annuels des Puissances administrantes de la Libye (A/1970 et Add.1, A/2024 et Add.1, A/AC.53/L.39, A/AC.53/L.40, A/AC.53/L.41/Rev.1, A/AC.53/L.42, A/AC.53/L.43, A/AC.53/L.45, A/AC.53/L.45/Rev.1) [suite] .....	277

Président : M. Sélim SAPER (Turquie).

**Libye : a) Rapport annuel du Commissaire des Nations Unies en Libye (A/1949 et Add.1) ; b) Rapports annuels des Puissances administrantes de la Libye (A/1970 et Add.1, A/2024 et Add.1, A/AC.53/L.39, A/AC.53/L.40, A/AC.53/L.41/Rev.1, A/AC.53/L.42, A/AC.53/L.43, A/AC.53/L.45, A/AC.53/L.45/Rev.1) [suite].**

[Point 20\*]

1. M. PELT (Commissaire des Nations Unies en Libye) exprime, en son nom personnel et au nom du Conseil pour la Libye, sa gratitude et ses remerciements pour la façon élogieuse dont on a apprécié ses efforts. Un des orateurs a dit qu'il fallait surtout féliciter le Commissaire des Nations Unies de n'avoir pas toujours été d'accord avec les représentants du Gouvernement du Royaume-Uni en Libye. Il est vrai que le Commissaire des Nations Unies n'a pas toujours été de l'avis des Puissances administrantes, des membres du Conseil pour la Libye et des diverses autorités avec lesquelles il s'est trouvé en contact ; mais, somme toute, il y a eu plus souvent accord que désaccord. D'ailleurs, s'il n'en avait pas été ainsi, le Royaume-Uni de Libye aurait risqué de ne pas voir le jour.

2. Plusieurs représentants ont, au cours des débats, fait état de la présence de troupes étrangères et d'installations militaires sur le sol libyen. Les sixième et septième paragraphes de la lettre d'envoi au Secrétaire général, figurant en tête du rapport supplémentaire (A/1949/Add.1) au deuxième rapport annuel du Commissaire des Nations Unies (A/1949), indiquent pourquoi le Commissaire a toujours estimé que cette question n'était pas de son ressort, ce qui explique qu'elle ne figure dans aucun des rapports qu'il a soumis à l'Assemblée générale.

3. Jusqu'au moment où fut proclamée l'indépendance de la Libye, la défense de son territoire et la direction de ses relations extérieures étaient du ressort des Puissances administrantes. Or, ces prérogatives, et par conséquent la capacité de conclure des accords avec des États étrangers,

n'ont été transférées au Gouvernement indépendant de la Libye que le jour même où fut proclamée l'indépendance — et, dès ce moment les responsabilités du Commissaire des Nations Unies dans ce domaine prenaient fin. Le Commissaire des Nations Unies estime que c'est au Gouvernement libyen seul qu'il appartient maintenant de régler ses affaires intérieures avec les divers gouvernements et sur un pied de complète égalité avec ces gouvernements. D'autre part, il convient de rappeler que l'article 69 de la Constitution libyenne stipule que le roi déclare la guerre, fait la paix et conclut les traités, qu'il ne ratifie qu'après approbation du Parlement.

4. Plusieurs légations, et notamment la délégation de l'Égypte, ont estimé que la Constitution libyenne présentait des défauts. Toutes les questions soulevées par ces délégations ont été traitées d'une façon détaillée dans les divers rapports soumis à l'Assemblée générale par le Commissaire des Nations Unies.

5. Le représentant de l'Égypte a également demandé (51<sup>e</sup> séance) dans quelle mesure le peuple libyen jouissait des libertés politiques à l'époque où le Conseil pour la Libye et le Commissaire lui prodiguaient leurs conseils touchant la rédaction de la constitution et la création d'un gouvernement indépendant, et il a posé plusieurs questions précises à ce sujet. Le Commissaire des Nations Unies renvoie le représentant de l'Égypte au paragraphe 290 du second rapport annuel, qui indique qu'« un certain malentendu a persisté pendant longtemps — tout au moins dans divers secteurs de la vie politique libyenne — sur le point de savoir si le Commissaire et le Conseil... [avaient] qualité pour intervenir dans les affaires intérieures des territoires. En particulier, certains groupes politiques ont, à maintes reprises, demandé au Commissaire d'intervenir dans des domaines touchant au respect de la loi et de l'ordre public — question d'administration intérieure qui, de toute évidence, n'[était] pas de son ressort ». D'autre part, des demandes semblables ont été également adressées au Commissaire des Nations Unies par l'Administration britannique, par les gouvernements provinciaux et, plus tard, par le Gouvernement provisoire libyen. Il convient de noter qu'à cette époque la Constitution libyenne n'était pas encore en vigueur et que les droits politiques du peuple libyen n'étaient pas clairement définis.

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

6. L'indépendance de la Libye a pu être réalisée, sauf quelques rares incidents, sans qu'il y ait eu de violences et sans qu'une goutte de sang ait été versée, et il faut en féliciter le peuple libyen et les diverses autorités qui ont participé à l'œuvre commune. Un État dont le statut colonial est transformé en un statut d'État indépendant ne peut acquérir en un jour tous les caractères d'un État démocratique évolué, mais, maintenant que la Constitution libyenne — qui comporte un chapitre sur les droits du peuple, fondé sur la Déclaration universelle des droits de l'homme — est entrée en vigueur, on peut supposer que les droits énoncés dans la Constitution seront respectés par tous les intéressés, dans l'esprit démocratique dans lequel ils ont été conçus.

7. Dans ces conditions, il apparaît inutile au Commissaire des Nations Unies de répondre en détail aux questions posées par le représentant de l'Égypte, car, s'il voulait le faire d'une manière objective, il devrait soulever bien d'autres points que ceux dont le représentant de l'Égypte a fait état. Au surplus, les intérêts de la Libye commandent de regarder vers l'avenir, et non pas vers le passé.

8. Plusieurs représentants, et notamment le représentant de l'Égypte, ont fait allusion à la situation économique et financière de la Libye. Cette situation est effectivement difficile. Il est indéniable que la Libye est un pays pauvre et que, pendant de nombreuses années encore, elle aura besoin d'une assistance technique et financière. Le caractère déficitaire du budget de l'économie de la Libye ne peut être contesté. Le développement de l'état démocratique libyen exige un minimum d'appareil gouvernemental, qui est prévu par la Constitution. La Commission peut être assurée que le Commissaire des Nations Unies, les Puissances administrantes et les dirigeants de la Libye ont toujours eu le souci de réduire au minimum compatible avec les nécessités du pays le budget des dépenses indispensables au maintien et au fonctionnement de l'appareil gouvernemental.

9. Dans ces conditions, le seul moyen d'aider la Libye d'une manière constructive est de lui apporter une assistance technique et financière. Plusieurs pays se sont déjà engagés à fournir cette assistance, et l'on doit espérer que d'autres pays — aussi bien les pays occidentaux que les pays orientaux — se joindront à eux. Les Nations Unies ne manqueront pas, d'autre part, de continuer d'apporter à la Libye toute l'assistance technique dont elle a besoin.

10. En ce qui concerne l'assistance financière que certains pays se sont engagés à fournir à la Libye, le Commissaire des Nations Unies ne peut s'empêcher d'éprouver une certaine inquiétude, qu'il a exprimée dans ses divers rapports et, notamment, dans son deuxième rapport annuel et dans le rapport supplémentaire. Cette inquiétude vient du fait que, si l'aide financière au budget administratif de la Libye continue d'être assurée en vertu d'accords bilatéraux, cela peut, non seulement entraîner des conséquences politiques mais encore rendre plus difficile l'élaboration d'un plan d'ensemble destiné à favoriser le développement économique et social du pays et à assurer l'équilibre de son budget. C'est sur une base internationale, et en collaboration avec un fonctionnaire international désigné par l'Administration de l'assistance technique, que doit être établi un tel plan, dont la mise en œuvre incombera bien entendu en premier lieu au Gouvernement libyen. Toutefois, il va sans dire que les États contributeurs devront avoir leur mot à dire en la matière, car c'est, en fin de compte, l'argent des contribuables qui sera utilisé pour relever le niveau de vie des populations libyennes et équilibrer le budget et l'économie du pays. Ces observations n'impliquent pas qu'il faille modifier d'un jour à l'autre les accords financiers conclus entre la Libye, le Royaume-Uni et la France, ni le statut des deux organismes libyens chargés du financement

du programme de développement et qui répondent admirablement aux buts en vue desquels ils ont été créés. Mais elles impliquent qu'il serait dans l'intérêt des pays contributeurs et de la Libye elle-même d'élaborer, avant le 31 mars 1953, c'est-à-dire avant l'expiration des accords bilatéraux actuellement en vigueur, un plan d'ensemble international, relatif à l'assistance financière et économique qui doit être apportée à la Libye.

11. Répondant aux observations qu'a formulées le représentant du Pakistan (48<sup>e</sup> séance) au sujet des conditions dans lesquelles les Nations Unies ont jusqu'ici fourni une assistance technique à la Libye, le Commissaire des Nations Unies souligne qu'il était indispensable tout d'abord de procéder à un certain nombre d'études sur l'économie de la Libye. Certes, les experts ont utilisé dans une large mesure la documentation italienne, britannique, française et même turque qui existait sur la question. Mais cette documentation concernait surtout l'économie des provinces, et il était nécessaire de procéder à une étude d'ensemble de l'économie libyenne. Comme la Commission ne l'ignore pas, l'assistance technique dépend d'une administration distincte et ne relevait pas, par conséquent, de la compétence du Commissaire des Nations Unies. Celui-ci peut néanmoins donner à la Commission l'assurance la plus formelle qu'aucune somme n'a été gaspillée dans l'étude de projets irréalisables. Les experts ont maintenant terminé leurs travaux, et ils ont préparé un programme cohérent de développement économique, social et culturel, ainsi que le demandait la résolution 398 (V) de l'Assemblée générale. Ce programme sera prochainement soumis à l'approbation du Gouvernement libyen, et, si celui-ci l'accepte, l'assistance technique à la Libye entrera dans le domaine de la pratique.

12. M. KHAKKIA (Représentant du Royaume-Uni de Libye) tient à exprimer, en l'absence du Premier Ministre de la Libye, ses remerciements sincères et profonds pour les paroles de bienvenue qui ont été adressées à la délégation libyenne et pour les sentiments de sympathie qui ont été exprimés à l'égard du nouvel État libyen, de son souverain, de son gouvernement et de son peuple.

13. Le représentant du Royaume-Uni de Libye est heureux de constater que la grande majorité des membres de la Commission ont, comme l'a judicieusement conseillé le représentant du Pakistan, abordé le problème qui leur était soumis dans un esprit de sympathie et de réalisme. Il est heureux également de noter que presque tous les États arabes ont manifesté la même attitude bienveillante à l'égard du problème libyen. Toutefois, le représentant de la Libye ne peut souscrire à certains points soulevés au cours du débat et qui, de l'avis du Gouvernement libyen, portent sur une question intérieure relevant de la seule compétence du Gouvernement et du Parlement libyens.

14. Le Commissaire des Nations Unies a répondu à certaines questions qui lui avaient été posées par le représentant de l'Égypte. La délégation du Royaume-Uni de Libye s'associe cordialement aux déclarations du Commissaire. Elle estime que les questions soulevées par le représentant de l'Égypte résultent d'informations inexacts et peut-être tendancieuses.

15. Si des journaux ont été provisoirement interdits, c'est qu'ils ont publié des articles de nature à troubler l'ordre public et à susciter, aussi bien entre les Libyens eux-mêmes qu'entre les Libyens et d'autres communautés établies dans le pays, l'incompréhension et la méfiance. Les incidents se sont produits au moment historique du transfert des pouvoirs, qui exigeait une unité de vues et une atmosphère de calme. C'est pour cette raison, et pour cette raison seule, que certains journaux ont été provisoirement interdits. Il n'est pas exact, d'ailleurs, que le

journal du Parti national du congrès ait été interdit, comme l'a prétendu le représentant de l'Égypte. Ce journal continue à paraître, bien qu'il ait, à plusieurs reprises, publié des articles qui, de l'avis du Gouvernement libyen, étaient préjudiciables à l'union et à l'indépendance du pays.

16. Le représentant de l'Égypte a parlé d'un régime de terreur en Libye. Certes, l'ordre public a été quelquefois troublé par des incidents provoqués par des éléments appartenant à l'opposition, mais non pas par le gouvernement. La délégation du Royaume-Uni de Libye aurait préféré que le représentant de l'Égypte s'abstienne de soulever cette question mais, puisqu'il l'a fait, la délégation libyenne se devait de répondre aussi brièvement et aussi exactement que possible aux critiques formulées. Elle tient toutefois à affirmer qu'en dépit de l'attitude inattendue du représentant de l'Égypte, les sentiments de fraternité et de gratitude de la Libye à l'égard de l'Égypte et de son noble peuple demeureront les mêmes.

17. Le Gouvernement libyen a la ferme intention d'assurer aux élections qui doivent avoir lieu prochainement un caractère libre et démocratique, afin que tous les électeurs puissent voter sans contrainte et sans peur.

18. En ce qui concerne les accords financiers provisoires que la Libye a conclus après consultation avec le Commissaire des Nations Unies, le représentant du Royaume-Uni de Libye tient à souligner que tous ces accords sont subordonnés à la ratification du Parlement qui doit être prochainement élu, conformément aux dispositions de la Constitution. Toutefois, la porte reste délibérément ouverte à tous les États qui désirent sincèrement apporter à la Libye une aide économique et financière, à condition que cette aide ne porte pas atteinte à l'indépendance et à la souveraineté du pays. Les États représentés au Conseil pour la Libye, et notamment l'Égypte, ont été invités à participer aux organismes de financement économique de la Libye.

19. Pour ce qui est des projets de résolution soumis par les délégations de l'Égypte (A/AC.53/L.42) et de l'URSS (A/AC.53/L.40), la délégation du Royaume-Uni de Libye considère que la question qui fait l'objet de ces projets relève de la compétence exclusive du Gouvernement libyen et qu'elle devra être résolue par le Parlement libyen, ainsi que l'ont indiqué plusieurs délégations. Le représentant de la Libye tient à affirmer une nouvelle fois que la Libye est mieux placée que toute autre pour protéger et maintenir son indépendance et sa souveraineté.

20. Pour conclure, la délégation du Royaume-Uni de Libye tient à donner à nouveau à la Commission l'assurance que la Libye est fermement décidée à maintenir et à respecter les principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle espère que les Nations Unies auront confiance dans le Gouvernement démocratique de la Libye pour maintenir l'indépendance et la souveraineté du Royaume-Uni de Libye. C'est en restant fidèle à ces principes que le peuple libyen peut témoigner le mieux sa gratitude aux Nations Unies et mériter l'assistance qu'il en espère.

21. M. MOEKARTO (Indonésie) rend hommage à l'œuvre réalisée par le Commissaire des Nations Unies et par son personnel, et il salue le nouvel État libyen, ainsi que son souverain et son peuple, dont le courage et la ténacité ont permis à la Libye d'accéder à l'indépendance.

22. La délégation de l'Indonésie a étudié avec soin le projet de résolution soumis par l'Égypte, qui demande que toutes les troupes étrangères soient retirées de Libye dans un délai de six mois et que toutes les bases militaires étrangères soient remises aux autorités libyennes. Après plusieurs années de régime colonial, le peuple libyen doit

être assuré maintenant d'une indépendance réelle et totale. Or, la présence de troupes étrangères et de bases militaires sur le sol libyen est de nature à porter atteinte à cette indépendance. Il est essentiel que la question du maintien des troupes étrangères et des bases militaires en Libye soit tranchée par le Parlement libyen librement élu, sans qu'aucune pression extérieure soit exercée sur le Gouvernement libyen. C'est pourquoi la délégation de l'Indonésie approuve sans réserve le projet de résolution soumis par l'Égypte, qui n'exclut pas d'ailleurs la possibilité d'accords relatifs au maintien des troupes et des bases militaires en Libye, et elle votera pour ce projet.

23. En ce qui concerne l'amendement remanié soumis par l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Syrie et le Yémen (A/AC.53/L.41/Rev.1) <sup>1</sup> au projet de résolution des douze Puissances (A/AC.53/L.39), il convient de noter que le premier point de cet amendement souligne que les élections prévues doivent revêtir un caractère libre et démocratique et que le second point implique que l'Organisation des Nations Unies est l'organe le mieux qualifié pour fournir l'assistance technique nécessaire à la Libye. Il souligne, d'autre part, l'importance que revêt le développement économique, social et culturel de la Libye. C'est pourquoi la délégation de l'Indonésie appuie l'amendement soumis par l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Syrie et le Yémen tels qu'ils ont été eux-mêmes amendés par le Chili (A/AC.53/L.45), ainsi que le projet de résolution commun modifié par cet amendement.

24. M. KYROU (Grèce) voudrait, en tant qu'un des auteurs du projet de résolution commun, examiner les arguments produits par le représentant de l'URSS (52<sup>e</sup> séance) à l'appui de l'amendement que sa délégation a soumis (A/AC.53/L.43) et qui tend à supprimer le paragraphe 4 du dispositif du projet commun. Le représentant de l'URSS a donné quatre raisons pour justifier sa proposition. La première est que, selon lui, le paragraphe 4 du dispositif est anticonstitutionnel et contraire à la Charte des Nations Unies, car il ne fait pas mention des prérogatives du Conseil de sécurité en matière d'admission de nouveaux Membres. Or, les auteurs du projet de résolution commun n'ont jamais eu l'intention de supprimer l'intervention du Conseil de sécurité dans ce domaine. Lorsque le paragraphe 4 du dispositif dit que la Libye doit être admise au sein de l'Organisation, cela signifie qu'elle doit l'être conformément à la procédure prévue à l'Article 4 de la Charte.

<sup>1</sup> Les paragraphes 2 et 3 de l'amendement original (A/AC.53/L.41) ont été remplacés par le texte suivant :

2. Ajouter, après le paragraphe 2 du dispositif, les nouveaux paragraphes suivants :

" 3. Invite les États Membres des Nations Unies et les États non membres qui sont en mesure de le faire à fournir à la Libye, sur sa demande, l'assistance financière nécessaire pour assurer son développement économique, social et culturel au moyen de contributions qui seront versées à un compte spécial, sans préjudice des dispositions du règlement financier que le Royaume-Uni de Libye pourra adopter, dans l'exercice de sa souveraineté, pour financer son programme de développement économique et social ;

" 4. Prie le Conseil économique et social d'étudier, à sa quatorzième session, les mesures à prendre pour assurer la gestion et l'utilisation des contributions versées au compte spécial ;

" 5. Prie le Secrétaire général :

" a) De faire figurer, dans le rapport annuel sur l'Afrique qu'il doit présenter au Conseil économique et social, un chapitre consacré à l'état d'avancement des programmes de développement économique et social de la Libye ;

" b) D'aider le Conseil économique et social à présenter, au cours de sa quatorzième session, des suggestions sur les mesures à prendre pour assurer la gestion et l'utilisation des contributions versées au compte spécial."

(Les paragraphes 3 et 4 du projet de résolution original deviennent ainsi les paragraphes 6 et 7.)

25. La seconde raison invoquée par le représentant de l'URSS, c'est que le paragraphe 4 du dispositif est contraire aux dispositions d'une résolution (A/C.1/703) adoptée par la Première Commission à sa 501<sup>e</sup> séance tenue le 25 janvier 1952 et qui avait été soumise par l'Union soviétique. Le fait est exact, mais le représentant de la Grèce rappelle qu'à la même séance la Première Commission a adopté, par une plus large majorité, une autre proposition soumise par le Pérou (A/C.1/702/Rev.3). Il appartient maintenant à l'Assemblée plénière de prendre une décision sur ces deux résolutions.

26. La troisième raison invoquée par le représentant de l'URSS est qu'une commission de l'Assemblée générale ne peut faire une recommandation relative à l'admission, comme Membre de l'Organisation des Nations Unies, d'un certain État. Or, il y a un précédent : c'est la résolution 387 (V) de l'Assemblée générale. Le paragraphe 5 de cette résolution recommande en effet que, lorsqu'elle sera constituée en État indépendant, la Libye soit admise comme Membre de l'Organisation des Nations Unies. Cette résolution a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale, et le paragraphe en question a donc été approuvé par l'Union soviétique.

27. La quatrième raison soulevée par le représentant de l'URSS est que le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution commun est contraire au principe de l'universalité, disons plutôt à la conception que l'URSS se fait de ce principe. Or, cette conception varie suivant les besoins de la cause, ainsi que l'indiquent les positions prises par l'URSS en 1949 à l'égard de la demande d'admission d'Israël et en 1950 à l'égard de la demande d'admission de l'Indonésie.

28. La délégation de la Grèce estime donc que le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution commun doit être maintenu.

29. La délégation du Chili présente un amendement (A/AC.53/L.45) à l'amendement remanié (A/AC.53/L.41/Rev.1) au projet de résolution commun (A/AC.53/L.39) dont le Chili est l'un des auteurs. Le représentant de la Grèce, qui est aussi l'un des auteurs du projet commun, n'a pas eu le temps de se consulter avec le représentant du Chili, mais, d'ores et déjà, il lui paraît qu'il ne pourra appuyer l'amendement du Chili portant sur le paragraphe 4 du projet commun. En revanche, il est prêt à appuyer les deux autres points de l'amendement du Chili.

30. M. SANTA CRUZ (Chili) constate que le texte remanié de l'amendement présenté par l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Syrie et le Yémen (A/AC.53/L.41/Rev.1) a été tout récemment distribué. Pour sa part, la délégation du Chili propose un amendement à ce texte (A/AC.53/L.45). Toutes ces propositions doivent être examinées, et, bien que le débat ait été clos, il serait judicieux de permettre à leurs auteurs d'en préciser le sens et la portée et d'apporter tous les éclaircissements nécessaires. Pour sa part, la délégation du Chili voudrait faire un exposé de ce genre. Toutefois, comme son texte est un amendement à l'amendement remanié de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, de la Syrie et du Yémen, elle préférerait attendre que les auteurs de cette dernière proposition l'aient tout d'abord commentée.

31. M. RAHIM Khan (Pakistan) appuie la suggestion du représentant du Chili. La méthode proposée faciliterait les travaux de la Commission.

32. Le PRÉSIDENT est lui aussi de cet avis. Il précise que les auteurs de nouvelles propositions seront autorisés à les commenter.

33. Répondant à une question de M. HOOD (Australie) le PRÉSIDENT confirme que les délégations qui dési-

raient intervenir au sujet de ces nouvelles propositions seraient, elles aussi, autorisées à le faire.

34. M. GAJEWSKI (Pologne) rappelle qu'à la 50<sup>e</sup> séance sa délégation a souligné que la présence en Libye de troupes étrangères et l'établissement de bases militaires étrangères dans ce pays constituaient une atteinte à la souveraineté du peuple libyen et une menace à la paix et à la sécurité internationale. La délégation polonaise avait également démontré le rôle joué à cet égard par les Puissances impérialistes qui, dans le cadre du pacte agressif de l'Atlantique Nord, entraînent la Libye dans leurs plans de préparation d'une nouvelle guerre. Les débats, et notamment l'intervention du représentant de l'Égypte, ont confirmé la conviction de la Pologne, tout en dévoilant les dangers que font courir au peuple libyen la présence de troupes étrangères sur son territoire et l'existence de bases militaires étrangères. Il faut noter à cet égard qu'aucun des orateurs qui sont intervenus dans la discussion générale n'a pu présenter d'argument valable pour réfuter le projet de résolution de l'URSS. Certaines délégations ont tenté de justifier la présence de troupes étrangères et l'établissement de bases étrangères en Libye en indiquant que des accords avaient été conclus à cet effet entre les gouvernements des Puissances impérialistes et le Gouvernement provisoire de la Libye. Ils ont voulu faire croire que le peuple libyen avait donné son accord en la matière. Or, les débats ont révélé que le peuple libyen s'opposait à ce que des bases étrangères fussent construites sur son territoire et que des troupes étrangères y fussent stationnées, et qu'il exigeait qu'on mît fin à une situation contraire à ses droits souverains. Du reste, les accords relatifs à la présence de troupes et à l'établissement de bases militaires ont été conclus sans que le peuple libyen ait été consulté et à un moment où des troupes étrangères étaient depuis longtemps installées en Libye ; la position des parties contractantes à ces accords n'était donc pas égale.

35. Le projet de résolution de l'URSS exige le retrait des troupes étrangères et la liquidation des bases militaires étrangères de Libye, dans un délai de trois mois ; cette mesure contribuerait à créer les conditions indispensables à l'indépendance véritable de la Libye, et c'est pourquoi la délégation polonaise appuiera le projet de résolution de l'URSS. Si ce projet de résolution n'était pas adopté, la délégation de Pologne voterait en faveur du projet de résolution de l'Égypte, bien que certaines dispositions de ce texte ne lui paraissent pas répondre suffisamment aux nécessités de la situation.

36. En ce qui concerne le projet de résolution des douze Puissances, la délégation polonaise estime que le paragraphe qui vise l'admission de la Libye à l'Organisation est entièrement inutile. La Pologne a toujours considéré avec sympathie la lutte du peuple libyen pour sa libération, et elle souhaite que la Libye soit rapidement admise à l'Organisation. Elle estime au demeurant que tous les États qui remplissent les conditions prévues par la Charte doivent être admis à l'Organisation ; elle s'est toujours opposée à la politique de discrimination pratiquée par les États-Unis, politique qui a empêché jusqu'à présent l'admission des États dont la position n'est pas favorable aux plans américains.

37. Les conditions énoncées par la Charte devraient être les seules à déterminer l'admission de nouveaux Membres, et les sympathies ou les antipathies politiques ne devraient pas jouer. C'est précisément par suite de la politique des États-Unis que quatorze États, dont la Libye, attendent d'être admis à l'Organisation. D'autre part, on sait que la question de l'admission de nouveaux Membres est inscrite à l'ordre du jour de la sixième session. Malgré l'opposition

des États-Unis, la Première Commission a adopté le 25 janvier une résolution recommandant au Conseil de sécurité d'examiner à nouveau les demandes d'admission de treize États et d'étudier celle qu'avait présentée la Libye. Par conséquent, il est inutile que la Commission politique spéciale se prononce sur l'admission de la Libye ; elle ne serait d'ailleurs pas fondée à le faire. Pour cette raison, la délégation de Pologne votera pour l'amendement de l'URSS qui demande la suppression du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution des douze Puissances. Si ce paragraphe était maintenu et si, par conséquent, la Commission politique spéciale continuait de s'occuper d'un problème qu'une autre commission a déjà étudié et à propos duquel une décision a déjà été prise, la délégation polonaise ne pourrait participer au vote, ni sur l'ensemble du projet de résolution des douze Puissances, ni sur les amendements qui y ont été présentés.

38. ABDEL-RAZEK Bey (Égypte) constate que l'amendement remanié de l'Arabie Saoudite, de l'Égypte, de la Syrie et du Yémen et celui du Chili s'inspirent des mêmes principes et visent un même objectif : donner à la Libye l'aide financière nécessaire à son développement économique et social ; les deux textes envisagent de même que cette assistance serait fournie par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, à qui une responsabilité certaine incombe en la matière, puisque c'est elle qui a pris l'initiative d'assurer l'indépendance et l'unification de la Libye.

39. La comparaison des deux textes semble faire apparaître que le nouveau paragraphe 3 proposé à l'amendement commun est plus efficace et plus pratique que le paragraphe correspondant de l'amendement du Chili ; en effet, dans ce deuxième texte, le Conseil économique et social est prié " d'étudier les moyens qui doivent permettre à l'Organisation... d'apporter une assistance supplémentaire au Royaume-Uni de Libye en vue de financer ses programmes fondamentaux et urgents de développement économique et social ", alors qu'aux termes de l'amendement commun les États, Membres ou non de l'Organisation, sont invités à fournir à la Libye, sur sa demande, une assistance financière dont les modalités sont précisées, et qui serait accordée " sans préjudice des dispositions du règlement financier que le Royaume-Uni de Libye pourra adopter, dans l'exercice de sa souveraineté, pour financer son programme de développement économique et social ". Néanmoins, le principe dont s'inspirent ces deux paragraphes est le même. D'autre part, les deux textes demandent l'un et l'autre au Secrétaire général de consacrer une attention toute particulière aux problèmes économiques de la Libye et ils recommandent tous deux certaines mesures à cet effet. La délégation de l'Égypte est donc prête à accepter l'amendement du Chili ; cependant, elle insiste sur le maintien du premier paragraphe de l'amendement commun.

40. Répondant alors au représentant de la Libye, Abdel-Razek Bey souligne que son gouvernement demeure disposé à accorder à la Libye une aide financière ou technique. Le représentant de l'Égypte avait déjà précisé les intentions de son gouvernement lors de la cinquième session, à la 135<sup>e</sup> séance de la Deuxième Commission. Les mêmes assurances ont été données au Commissaire des Nations Unies. L'Égypte a le souci de consolider et de développer l'indépendance de la Libye, pays ami.

41. M. SANTA CRUZ (Chili) précise que sa délégation a élaboré l'amendement qu'elle présente (A/AC.53/L.45) à la demande des auteurs de l'amendement initial (A/AC.53/L.41/Rev.1) et à celle d'autres délégations qui souhaitent voir se concrétiser les suggestions qu'elles avaient formulées lors du débat général.

42. En ce qui concerne le nouveau paragraphe 3 proposé par la délégation chilienne, M. Santa Cruz souligne que l'Organisation se trouve investie à l'égard de la Libye d'une très grande responsabilité. L'Organisation doit tout mettre en œuvre pour empêcher que la Libye ne devienne un nouveau théâtre du conflit du Moyen-Orient. Certes, dans le domaine économique et social, l'Organisation a élaboré un programme général d'assistance technique, dont peuvent bénéficier de nombreux pays. Mais il ne faut pas oublier que le cas de la Libye est un cas spécial. À cet égard, le Commissaire des Nations Unies a souligné à juste titre que, si la Libye ne reçoit pas l'assistance technique et financière dont elle a besoin, on ne pourrait se faire aucune illusion sur l'avenir économique qui l'attend. Pour toutes ces raisons, la délégation du Chili était prête à appuyer le paragraphe 3 de l'amendement commun, estimant qu'il était parfaitement juste de demander aux États Membres de fournir à la Libye une aide financière par l'intermédiaire de l'Organisation.

43. M. Santa Cruz rappelle que, lorsqu'on examinait les programmes généraux de développement économique, la délégation du Chili avait préconisé la création d'un fonds international spécial, qui permettrait d'aider les pays insuffisamment développés à mettre en œuvre des programmes qui, sans être des programmes de production, n'en seraient pas moins essentiels à leur développement. Elle demeure convaincue que l'assistance internationale est préférable à celle que consacrerait un traité bilatéral. Le texte initial de l'amendement commun correspond parfaitement à cette position.

44. Cependant, la délégation du Chili a estimé préférable de proposer un texte légèrement différent, afin de supprimer tout obstacle qui pourrait rendre difficile l'adoption du nouveau paragraphe 3. Le Chili sait que les pays industrialisés s'opposent à la création d'un fonds spécial semblable à celui que prévoit l'amendement commun, que ce fonds soit prévu pour la seule Libye ou, d'une façon générale, pour tous les pays insuffisamment développés. L'Assemblée générale va étudier la question. La délégation du Chili se borne donc à proposer d'inviter le Conseil économique et social à étudier les moyens qui permettraient à l'Organisation, avec la coopération de tous les gouvernements et des institutions spécialisées, d'apporter une assistance supplémentaire à la Libye, en vue de financer ses programmes de développement économique, fondamentaux et urgents, en tenant compte de la possibilité d'ouvrir à cet effet un compte spécial alimenté par des contributions bénévoles. Cette recommandation ne préjuge en rien les résultats des travaux du Conseil, à qui l'on demande au premier chef d'étudier des méthodes propres à assurer une telle assistance. Pour la majorité des pays, la création d'un fonds international spécial apparaît en l'occurrence comme la mesure logique qui s'impose. Cependant, cette solution n'est pas proposée : le Conseil est simplement invité à en tenir compte, et M. Santa Cruz ne voit pas comment on peut s'opposer à cette recommandation.

45. En ce qui concerne le paragraphe 5 de l'amendement commun, aux termes duquel le Secrétaire général est invité à procéder à certaines études, la délégation du Chili a préféré une rédaction légèrement différente, destinée à respecter la méthode selon laquelle est établi le rapport du Secrétaire général en la matière. Il s'agit en effet du rapport sur l'économie mondiale, présenté chaque année et comportant un chapitre spécialement consacré à l'Afrique. Comme il y a déjà un chapitre spécial traitant de cette région et comme le Conseil économique et social a déjà invité, dans sa résolution 367 B (XIII) le Secrétaire général à attacher une attention particulière aux " mesures prises en exécution du programme d'assistance technique et d'autres pro-



grammes des Nations Unies et des institutions spécialisées ", il semble illogique de répéter la même recommandation à propos d'un pays particulier de l'Afrique.

46. Enfin, la délégation du Chili vient de faire distribuer une version révisée de son amendement <sup>2</sup> (A/AC.53/L.45/Rev.1) ; dans cette nouvelle version, elle propose d'inviter le Secrétaire général à examiner, sur la demande du Gouvernement libyen, s'il serait possible de désigner, dans le cadre du programme élargi d'assistance technique des Nations Unies, un fonctionnaire chargé du service financier qui aurait pour tâche de coordonner les entrées des fonds qui pourraient être mis à la disposition du Gouvernement libyen pour combler le déficit de son budget administratif ordinaire, et de surveiller l'emploi de ces fonds. Il est, en effet, apparu essentiel de coordonner l'assistance technique et financière reçue par la Libye, soit au titre du programme d'assistance technique des Nations Unies, soit en vertu d'accords bilatéraux.

47. ABDEL-RAZEK Bey (Égypte) confirme qu'il accepte, au nom des auteurs de l'amendement commun, les modifications proposées par la délégation du Chili à cet amendement, sous réserve toutefois que soit maintenue la partie de l'amendement tendant à introduire les mots " libres et démocratiques " dans le texte du paragraphe 2 du dispositif. Les auteurs de l'amendement commun retirent leurs propositions tendant à insérer trois paragraphes après le paragraphe 2 du dispositif.

48. M. TARCICI (Yémen) rappelle que sa délégation s'était associée à trois autres délégations pour présenter l'amendement publié sous la cote A/AC.53/L.41/Rev.1. Il est prêt à accepter toute modification et toute amélioration proposées par le représentant du Chili. Il estime que le projet de la délégation du Chili respecte l'esprit dans lequel l'amendement de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, de la Syrie et du Yémen a été présenté. Il accepte, en conséquence, pour faciliter la tâche de la Commission, de remplacer les points 3, 4 et 5 de l'amendement commun par les points 3, 4 et 5 de l'amendement du Chili.

49. M. LUNS (Pays-Bas) tient à s'associer aux vœux que les orateurs précédents ont adressés au nouvel État libyen, ainsi qu'à l'hommage rendu au Commissaire des Nations Unies en Libye. La délégation des Pays-Bas partage

<sup>2</sup> Voici le texte de cet amendement ; les passages entre crochets ne figuraient pas dans la première version (A/AC.53/L.45) :

Dans le deuxième amendement, remplacer les paragraphes 3, 4 et 5 par le texte suivant :

" 3. *Prie* le Conseil économique et social d'étudier les moyens qui doivent permettre à l'Organisation des Nations Unies, avec la coopération de tous les gouvernements et des institutions spécialisées compétentes, d'apporter une assistance supplémentaire au Royaume-Uni de Libye en vue de financer ses programmes fondamentaux et urgents de développement économique et social, en tenant compte de la possibilité d'ouvrir à cet effet un compte spécial alimenté par des contributions bénévoles, et de faire rapport à ce sujet à la septième session de l'Assemblée générale ;

" 4. *Prie* le Secrétaire général d'apporter au Conseil économique et social toute l'assistance nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de cette tâche [et d'examiner, sur la demande du Gouvernement libyen, s'il serait possible de désigner, dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies, un fonctionnaire chargé des services financiers qui aurait pour tâche de coordonner les entrées de fonds qui pourraient être mis à la disposition du Gouvernement libyen pour combler le déficit de son budget administratif ordinaire, et de surveiller l'emploi de ces fonds] ;

" 5. *Prie* également le Secrétaire général d'accorder dans ses études une attention particulière aux problèmes économiques de la Libye, et note à cet égard que, dans sa résolution 367 B (XIII) du 14 août 1951, le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général de continuer à faire rapport, dans son Étude annuelle de la situation économique mondiale, sur les faits nouveaux d'ordre économique survenus en Afrique, en attachant une attention particulière aux mesures prises en exécution du Programme d'assistance technique et d'autres programmes des Nations Unies et des institutions spécialisées."

le désir exprimé par la majorité des représentants de voir la Libye devenir Membre des Nations Unies. Le représentant des Pays-Bas examine ensuite les divers projets dont la Commission est saisie.

50. En ce qui concerne le projet des douze Puissances, M. Luns fait observer que ce projet s'appuie sur les résolutions adoptées par l'Assemblée générale en 1949 et 1950, et sur lesquelles reposent l'existence de la Libye. En outre, tout en indiquant la procédure que les Nations Unies peuvent adopter en matière d'assistance à apporter au nouvel État, ce texte laisse le peuple libyen entièrement libre de déterminer la façon dont il bénéficiera de cette assistance. Enfin, ce projet recommande l'admission de la Libye dans l'Organisation des Nations Unies. Pour toutes ces raisons, la délégation des Pays-Bas votera pour ce projet de résolution.

51. En ce qui concerne le projet de résolution présenté par l'URSS, le représentant des Pays-Bas estime que ce projet repose sur des prémisses qui ne correspondent pas à la réalité. Les bases militaires qui existent en territoire libyen ne constituent une menace pour aucun autre pays, et elles sont maintenues en vertu d'accords régionaux qui ne sont nullement interdits par la Charte. La délégation des Pays-Bas votera donc contre ce projet de résolution.

52. La situation est la même en ce qui concerne le projet de résolution présenté par la délégation de l'Égypte. La délégation des Pays-Bas ne peut l'appuyer.

53. En ce qui concerne les amendements présentés, d'une part, par les délégations de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, de la Syrie et du Yémen, et, d'autre part par la délégation du Chili, M. Luns réserve la position de sa délégation, qui n'a pas eu le temps d'étudier ces amendements à loisir.

54. M. HOOD (Australie) déclare qu'il a écouté avec intérêt les explications de M. Santa-Cruz relativement à l'amendement révisé présenté par la délégation du Chili. Il tient à attirer l'attention sur le fait qu'on n'a pas souligné suffisamment la différence fondamentale entre la proposition des douze Puissances et le nouvel amendement présenté par le Chili. La situation présente une difficulté, en ce sens que la Commission se prépare à adopter une résolution qui établit le fait de la souveraineté et de l'indépendance libyenne, tout en déclarant dans l'amendement que d'autres mesures de l'Organisation des Nations Unies sont nécessaires pour que cet objectif soit atteint. M. Hood illustre cette difficulté en donnant lecture du paragraphe 3 des dispositions du projet de résolution, par lequel le Secrétaire général et les institutions spécialisées sont priés de continuer à donner à la Libye, sur sa demande, l'assistance technique qu'ils seront en mesure de lui fournir, en accord avec les principes régissant leurs programmes d'assistance technique. Si l'on compare ce texte avec celui de l'amendement du Chili, il semble que, selon cet amendement, l'Organisation des Nations Unies et divers organes techniques peuvent imposer l'assistance technique à la Libye, sans qu'elle l'ait demandée.

55. M. Hood signale que la Deuxième Commission de l'Assemblée générale a déjà traité la question de la reconstruction économique de la Libye. Il souligne également que la Commission politique spéciale devrait avant tout s'occuper des problèmes politiques, et n'a probablement pas la compétence nécessaire pour élaborer dans le détail les mesures concernant l'assistance technique.

56. M. PALAMARTCHOUK (République socialiste soviétique d'Ukraine) rappelle que, conformément à la Charte, la question de l'admission des nouveaux Membres ne peut être examinée par l'Assemblée générale sans que

la candidature ait fait l'objet d'un examen préalable par le Conseil de sécurité. Or, en vertu du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution des douze Puissances, il est proposé d'admettre la Libye dans l'Organisation des Nations Unies sans que le Conseil de sécurité procède à un examen préalable de la candidature de ce pays. Ce projet de résolution constitue, de ce fait, une violation de la Charte, et la délégation de la RSS d'Ukraine ne peut appuyer de son vote un tel projet.

57. M. Palamartchouk rappelle, à cet égard, que sa délégation a déjà exposé à la 500<sup>e</sup> séance de la Première Commission son point de vue sur la question de l'admission des nouveaux Membres. C'est pourquoi la délégation de la RSS d'Ukraine appuie l'amendement de l'Union soviétique qui tend à supprimer le point 4 du dispositif du projet de résolution commun. Si cet amendement n'est pas adopté, la délégation de la RSS d'Ukraine ne participera pas au vote sur le projet des douze Puissances.

58. M. RAHIM KHAN (Pakistan) estime que les documents dont la Commission est saisie concrétisent l'aboutissement de la tâche que l'Assemblée générale s'est donnée en créant un État indépendant de Libye. Il ne croit pas que ces documents restreignent de quelque façon que ce soit la liberté du Gouvernement libyen, qui pourra accepter une aide extérieure chaque fois qu'il le désirera.

59. Après avoir examiné avec soin l'amendement présenté par la délégation du Chili, et écouté les explications de M. Santa Cruz, il exprime sa certitude que rien, dans cet amendement considéré, ne permet de craindre que l'Organisation des Nations Unies impose au Gouvernement libyen une ligne de conduite quelconque. Il s'agit en somme d'aider le Gouvernement libyen en lui suggérant une procédure nouvelle qui, s'il la choisit, lui permettra de bénéficier de l'aide des diverses institutions des Nations Unies. Cela n'empêchera pas le Gouvernement libyen de conclure, si telle est sa volonté, des accords bilatéraux en matière d'assistance technique ou financière.

60. M. Rahim Khan ne partage pas le point de vue du représentant de l'Australie, selon lequel la Commission, en examinant la question de l'assistance technique, empiéterait sur la compétence d'autres organes des Nations Unies. Il fait observer que le paragraphe 3 du projet de résolution commun invite le Secrétaire général et les institutions spécialisées à continuer à fournir à la Libye une assistance technique. Si elle adopte un amendement précisant cette recommandation de caractère général, la Commission ne sortira certainement pas des limites de son mandat. Il est au contraire souhaitable que les intentions de l'Organisation des Nations Unies soient clairement déterminées en la matière, et l'amendement de la délégation du Chili tend

simplement à donner des directives en vue de l'organisation de l'assistance technique en Libye. Il n'y a rien là qui soit de nature à porter atteinte à l'indépendance du Royaume-Uni de Libye.

61. De l'avis de M. Rahim Khan, l'amendement proposé par la délégation du Chili ne vise qu'à préciser le texte du projet de résolution commun. Le Chili est l'un des auteurs du projet commun ; il est, en conséquence, naturel que les autres délégations accordent à cet amendement l'attention qu'il mérite, d'autant plus qu'il ne contredit en rien les dispositions du projet de résolution. La délégation du Pakistan votera donc pour cet amendement et pour le projet de résolution des douze Puissances.

62. M. KYROU (Grèce) tient à rappeler au représentant du Pakistan que le représentant du Chili a précisé qu'il ne présentait pas son amendement en qualité d'auteur du projet de résolution des douze Puissances.

63. M. SANTA CRUZ (Chili) précise qu'il n'a pas présenté un amendement à un projet de résolution dont il est lui-même l'un des auteurs. Il s'est borné à rédiger un amendement aux amendements déposés par d'autres délégations.

64. En ce qui concerne les remarques du représentant de l'Australie, M. Santa Cruz tient à rappeler qu'à la cinquième session la Commission politique spéciale a adopté le texte qui est devenu la résolution 388 (V) concernant les dispositions économiques et financières relatives à la Libye. Nul n'avait jugé à l'époque que la Commission politique spéciale fût sortie des limites de sa compétence, et M. Santa Cruz estime que sa présente proposition ne soulève pas plus d'objections, du point de vue technique, que les résolutions 388 (V) et 387 (V) adoptées à la session précédente sur proposition de la Commission politique spéciale. Le représentant du Pakistan a souligné à juste titre qu'il n'était pas nécessaire de dire que l'aide financière devait être fournie sur la demande de la Libye. C'est effectivement l'un des principes adoptés par le Conseil économique et social que de n'accorder l'aide des Nations Unies que sur demande du pays intéressé. Toutefois, pour donner tous apaisements au représentant de l'Australie, M. Santa Cruz se déclare prêt à ajouter à l'amendement de sa délégation une phrase précisant que l'assistance accordée le sera sur la demande du Royaume-Uni de Libye<sup>3</sup>.

La séance est levée à 12 h. 55.

<sup>3</sup> Dans le texte définitif du document A/AC.53/L.45/Rev.1, les mots " et sur la demande du Gouvernement libyen " ont été ajoutés entre les mots " institutions spécialisées compétentes " et les mots " d'apporter une assistance supplémentaire ".